

381.1
370.1 (Angola) - BR/ap

New York, le 20 février 1976.

POLITIQUE BERNE

Par courrier

R.P. No 2



an									
Date									10. MARZ. 1976 B
Ville									
EPO		10. MARZ. 1976 B							
Ref. p. A. 21. 31.									

R E S U M E

A N G O L A

Les événements de l'Angola ont à la fois des conséquences immédiates et lointaines.

Sur un plan africain, le danger de voir un corps expéditionnaire soviéto-cubain intervenant ici et là en faveur de mouvements de libération en difficultés rend plus grands les risques d'affrontements et de guerre sur ce continent. Sur un plan plus général, l'échec de la politique américaine en Angola ne rassure pas les amis des Etats-Unis dans le monde, surtout ceux qui ne sont pas liés à Washington par un traité politique ou militaire en bonne et due forme.

Aux dangers de nouveaux affrontements en Afrique, surtout en Afrique australe (Rhodésie, Namibie), vient s'ajouter le risque d'un faux calcul soviéto-cubain qui ferait intervenir brutalement les Etats-Unis à l'instar de ce qu'ils ont fait en Corée en 1950. Enfin, au lendemain de l'Angola certains pays isolés politiquement

dans leurs zones géographiques sont tentés de développer toute la gamme de leur puissance militaire pour faire face aux dangers qu'ils croient discerner - alors que jusqu'à présent ils croyaient pouvoir compter sur les Etats-Unis - d'où les risques d'une prolifération nucléaire.

381.1
370.1 Angola - BR/ap

New York, le 20 février 1976.

POLITIQUE BERNE

Par courrier

R.P. No 2



ANGOLA

Je vous fais part ci-après de quelques constatations que l'on peut faire ici à la suite des événements qui se sont déroulés en Angola depuis novembre 1975 et de certaines réflexions qu'ils inspirent.

La victoire du corps expéditionnaire cubain avec l'appui logistique soviétique en Angola aura des conséquences politiques et militaires en Afrique mais également au delà de ce continent. Les leçons que certains pays africains et non africains en tirent aboutissent à la conclusion que la paix en Afrique mais aussi dans le monde est moins bien assurée aujourd'hui qu'elle ne l'était avant novembre 1975. Les événements de l'Angola et leur perception dans les chancelleries ont un effet destabilisateur dangereux.

1. Il est difficile de dissocier le développement de la situation en Angola, notamment la débâcle du FNLA et de l'UNITA de la crise par laquelle passe actuellement la politique étrangère américaine. Cette

- 2 -

défaite des forces dites "pro-occidentales" est une conséquence directe du désarroi américain sur le plan international. Le choix fait par Washington fut peut-être le mauvais; une fois celui-ci opéré l'appui fut insuffisant. Après le Cambodge, le Viet-Nâm et le Laos en Asie, cette défaite américaine sur le continent noir, car c'est ainsi qu'elle est interprétée ici, pose autant de problèmes qu'elle en résout.

2. Pour mieux mesurer ce vide de la politique étrangère américaine et l'échec de Washington en Angola, il peut être instructif de se reporter au début des années 60 lorsqu'une situation qui présentait beaucoup d'analogies avec celle de l'Angola, s'était développée au Congo belge au lendemain de l'indépendance de celui-ci. Les Etats-Unis avaient imaginé alors dans le cadre des Nations Unies, l'opération des casques bleus au Congo qui avaient en définitive pleinement réussi. Ils avaient su promouvoir et pousser à l'avant de la scène une troisième force congolaise dont les principaux tenants étaient Kasavubu, Adoula et Mobutu contre d'un côté les amis et les clients de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie (Tschombé) et de l'autre côté les amis de Moscou, Lumumba et consorts. Les protégés des Etats-Unis avaient prévalu. Si aujourd'hui cela n'a pas été tenté en Angola et que pire encore les Etats-Unis sont apparus sur le continent africain dans le même camp que l'Afrique du Sud cela est non seulement dû à un manque d'imagination de la

- 3 -

politique étrangère américaine et à un désintéressement affiché à l'endroit des problèmes africains mais aussi à deux autres facteurs non négligeables:

- a) une organisation des Nations Unies beaucoup moins malléable.
 - b) un rapport de force dans le monde plus favorable aujourd'hui à l'URSS qu'en 1960.
3. Vu d'ici deux questions se posent notamment en ce qui concerne l'Angola:
- a) l'Angola du gouvernement du président Neto sera-t-il admis aux Nations Unies ?
 - b) Y aura-t-il un affrontement entre les troupes cubaines et celles du MPLA d'une part et les troupes sud-africaines qui ont pris position dans le Sud de l'Angola de l'autre ?

A ces deux questions, on peut provisoirement répondre ainsi: les pays de l'OUA à l'exception du Zaïre et de la Zambie ont maintenant reconnu le régime de Luanda. La très grande majorité des pays non-alignés et d'Europe occidentale en ont fait de même. En dépit de cela, il n'est pas certain que les Etats-Unis et la Chine ne saisissent l'occasion d'une demande d'admission éventuelle de l'Angola aux Nations Unies pour manifester leur mauvaise humeur en freinant la procédure et, en dernier ressort, en opposant au Conseil de sécurité leur veto. En tout cas aussi longtemps que Washington n'aura pas reconnu le régime de Luanda, (les Américains apparemment poseraient comme condition à une telle reconnaissance, le retrait des

troupes cubaines) cette éventualité apparaît probable.

De l'avis de collègues africains à New York, des contacts sont en cours entre le MPLA et les Sud-Africains. Les points sur lesquels portent les entretiens seraient les suivants: retrait des troupes cubaines et retrait des troupes sud-africaines du territoire angolais. Engagement des pays voisins de l'Angola à ne pas permettre aux éléments résiduels du FLNA et de l'UNITA d'opérer depuis des bases étrangères contre l'Angola, assurances données par Luanda à l'Afrique du Sud de maintenir tous les arrangements conclus entre le Portugal et Prétoria en ce qui concerne les problèmes frontaliers, notamment énergétiques. Le résultat de ces contacts sera naturellement déterminant en ce qui concerne un éventuel affrontement entre troupes sud-africaines et angolaises dans le sud de l'Angola. Selon ces mêmes sources, il n'a jamais été dans l'intention des Soviétiques et des Cubains d'autoriser ou même d'envisager des opérations de leurs troupes allant au-delà des limites géographiques de l'Angola, en tous cas pas pour l'instant. Une invasion de la Namibie serait donc provisoirement à écarter.

4. Cela étant, les événements angolais ont nécessairement des conséquences sur la Namibie. Il est intéressant de noter à ce propos la remarque qu' a faite l'autre jour, devant un certain nombre de délégués africains, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour la Namibie M. Sean

- 5 -

MacBride: l'affaire angolaise retarde de 10 ans la solution du problème namibien !

5. Une crise de confiance à l'endroit des Etats-Unis se fait nettement sentir au niveau des pays africains réputés pro-occidentaux qui se sentent lâchés par Washington après avoir été amenés à prendre des positions nettement pro-occidentales au sommet de l'OUA à Addis-Abeba. Des répercussions sur le plan intérieur ne sont pas à exclure tant au Zaïre qu'en Zambie.

6. Le succès des troupes cubaines et de l'armement soviétique donne à l'URSS et à Cuba un prestige accru en Afrique et impressionne la majorité des pays du Tiers-monde. La question qu'ils posent et que l'on peut se poser au lendemain de l'opération militaire angolaise est la suivante: est-ce que les Soviétiques ont un flair particulier pour toujours choisir de prêter secours aux meilleurs ou bien est-ce que le fait pour les Soviétiques de prêter leurs secours à un groupe, rend ce dernier irrésistible ? L'exemple Nigéria-Biafra et celui du Viet-Nâm viennent à l'esprit.

* * *

J'en arrive maintenant aux conséquences et aux implications plus générales des événements de l'Angola.

7. On craint ici les réactions sud-africaines à l'opération angolaise et, au-delà de ces réactions, certains enseignements que pourraient tirer d'autres pays qui se sentent isolés dans leurs zones géographiques respectives comme Israël, la Yougoslavie, la Roumanie, etc. Pour les Sud-Africains, l'analyse de la situation pourrait être la suivante: le continent africain est livré aujourd'hui aux Cubains et aux Soviétiques, ils peuvent répéter leurs opérations angolaises contre la Namibie, prochainement contre la Rhodésie avant d'assiéger l'Afrique du Sud elle-même. On peut aussi imaginer un corps expéditionnaire cubain flottant agissant selon les besoins des mouvements de libération en difficultés (Djibouti - Sahara occidental). Dans ces conditions, le raisonnement de Prétoria pourrait être le suivant: vu le désarroi américain on ne peut désormais compter que sur soi-même, il faut dès lors que l'Afrique du Sud développe une force de défense et de dissuasion suffisante, pour éviter toute tentation à ses voisins, aux Soviétiques et aux Cubains. On entend d'ailleurs ce raisonnement également dans la bouche de représentants d'autres Etats, notamment de ceux qui ne sont pas liés aux Etats-Unis par un traité politique et militaire en bonne et due forme mais qui espéraient pouvoir compter jusqu'à présent sur une éventuelle intervention américaine en leur faveur. Ces pays se sentent aujourd'hui plus isolés face aux menaces soviétiques. Dans ces conditions, la tentation pour certains d'entre eux de développer toute la gamme des ressources de la puissance militaire devient grande. Il est paradoxal de constater que les Etats-Unis, grands promoteurs et défenseurs du concept de la non-prolifération

- 7 -

dans le domaine atomique sont en train, de par une politique de faiblesse internationale, de donner aux adversaires du Traité de non-prolifération certains arguments supplémentaires pour défendre leurs positions.

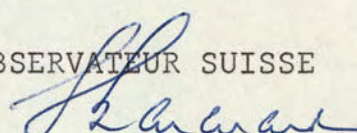
8. Les risques que font courir les succès soviéto-cubains sont triples; d'une part, comme on l'a vu, ces forces peuvent être tentées de recourir à la même tactique interventionniste dans d'autres régions du monde, en tout cas d'Afrique, avec tous les dangers que cela comporte. D'autre part, en poussant certains pays à envisager une défense autonome sous tous ses aspects, le danger d'une prolifération nucléaire devient plus grand. Enfin, le dernier risque plus important encore est le suivant : si, volant de succès en succès, la force expéditionnaire soviéto-cubaine s'attaque soudainement à un pays dans lequel les Américains ont des intérêts nationaux et vitaux évidents, il se pourrait qu'à l'instar de ce qui s'est passé en Corée en 1950, Washington soudainement se réveille et réagisse avec brutalité, ce qui naturellement constituerait un danger de guerre encore plus immédiat. On peut donc dire qu'à côté du danger inhérent aux interventions soviéto-cubaines, il existe également le danger du faux calcul soviéto-cubain.

9. Enfin, quelques observations en marge de ces événements mais qui ont également impressionné les observateurs ici. A côté des Etats-Unis, il y a trois perdants dans cette opération, à savoir : la Chine, l'Europe et les Nations Unies elles-mêmes. En effet,

- 8 -

la Chine a misé sur le mauvais cheval. L'Europe s'est surtout manifestée par son absence, tant avant le 11 novembre qu'après cette date, alors que certains pensaient qu'elle aurait pu, d'abord par le biais du Portugal et puis indépendamment ensuite, éviter cette irruption soviéto-cubaine en Afrique et ses conséquences. Enfin, l'ONU : l'Organisation, une fois de plus à l'occasion d'un conflit grave et d'une intervention caractérisée et quintuple (Zaire, Afrique du Sud, Cuba, URSS, USA) dans les affaires intérieures d'un pays, l'Angola, n'a pas été saisie d'un cas qui, manifestement, mettait en danger la paix en Afrique.

L'OBSERVATEUR SUISSE


(S. Marcuard)Copie à :

- Ambassade de Suisse, Washington